

Questions orales

• (1420)

[Français]

L'UNIVERSALITÉ DES PROGRAMMES SOCIAUX—LA
POSITION DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale, le ministre des Finances m'a traité de menteur parce que j'ai prédit qu'il allait couper les programmes sociaux dans ce pays.

Même le premier ministre a dit, encore une fois, devant la population canadienne, que le principe de l'universalité était sacré pour lui, que c'était un principe de base pour le pays.

Pourquoi le ministre des Finances, dans son Budget, a-t-il rompu l'engagement solennel du premier ministre du Canada?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je voudrais simplement citer un passage tiré d'un livre intitulé *Honorable Mentions* écrit par mon critique financier; voici: «Pour ma part, je continue de me demander si les allocations familiales et peut-être même les pensions de vieillesse doivent être universelles, étant donné surtout l'importance de nos déficits fédéraux à l'heure actuelle». Son critique financier le dit noir sur blanc.

Des voix: Bravo!

Une voix: Les personnes âgées veulent une réponse.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Permettez-moi s'il a moyen que je...

[Français]

L'objectif principal du filet de sécurité sociale est d'aider les personnes qui en ont le plus besoin et non de subventionner les particuliers à revenus élevés. C'est la politique de ce Budget.

[Traduction]

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, les Canadiens se demandent s'ils peuvent croire le premier ministre sur parole. Celui-ci déclarait naguère qu'il tenait le principe de l'universalité pour un dépôt sacré. Nos concitoyens le mettent en demeure de respecter ses engagements.

LE PRINCIPE DE L'UNIVERSALITÉ

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Je m'adresse de nouveau au ministre des Finances qui sait, tout comme moi, que nos concitoyens qui ont travaillé toute leur vie à édifier le Canada ont toujours considéré

les pensions de sécurité de la vieillesse comme un droit découlant de leur citoyenneté. Ils passent leur vie à payer l'impôt. Ils planifient leur avenir en tenant compte de cette pension. Celle-ci faisait en quelque sorte partie du contrat social de notre pays, partie du contrat social universel. Or, le ministre a rompu ce contrat. Que va-t-il dire aux citoyens âgés de notre pays?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je réponds tout net que nous n'avons pas rompu ce contrat.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Ces versements sont imposables Depuis de très nombreuses années. Nous continuons d'utiliser la fiscalité en raison des énormes difficultés que nous cause notre dette, difficultés que j'ai demandé à tous les Canadiens de comprendre et de nous aider à régler...

Une voix: Pas à tous les Canadiens.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): J'ai demandé à tous les Canadiens de comprendre ces difficultés. Nous leur demandons de nous aider à y mettre un terme.

Je dirai au très honorable chef de l'opposition que depuis deux semaines que je viens à la Chambre, je l'ai lui-même entendu déclarer que nous avons effectivement des difficultés en raison de notre dette à laquelle Wilson a encore trouvé le moyen d'augmenter depuis quatre ans et demi. Il sait pertinemment...

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le très honorable chef de l'opposition...

Une voix: Pourquoi ne dites-vous pas la vérité?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je dis la vérité, monsieur le Président. Je répondrai au député de Terre-Neuve que le chef de l'opposition est malhonnête envers les Canadiens.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Je suis persuadé que si le ministre des Finances tient à poursuivre dans cette voie, sans doute voudra-t-il au moins utiliser un autre langage. J'ose espérer qu'il voudra se reprendre dès qu'il aura la parole.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, je retire mes propos, tels que je les ai exprimés mais j'avancerai mon point de vue néanmoins.

Le chef de l'opposition sait pertinemment que la seule façon dont nous puissions empêcher notre dette d'augmenter, c'est en réduisant le déficit annuel. Le très honorable chef de l'opposition ne nous a pas encore dit de quelle façon il s'y prendrait pour réduire le déficit, et